

RAPPORT DE LEVINOFF-COLBEX S.E.C.

NUMÉRO 4 - DÉCEMBRE 2009

LES APPROVISIONNEMENTS

Pour l'année 2009 (excluant le mois de décembre), le volume de vaches abattues par l'entreprise a diminué de façon importante comparativement aux années précédentes, avec 2496 vaches par semaine. La baisse du volume de vaches de réforme en 2009 s'explique en grande partie par la hausse des droits de production laitière octroyée depuis deux ans et par la mauvaise qualité des récoltes.

La diminution du volume de vaches de réforme a été observée dans l'ensemble de l'est du Canada, particulièrement durant la période de janvier à septembre. Durant cette période, le volume de vaches de réforme a diminué de 11 % en Ontario et de 20 % au Québec comparativement à l'année dernière.

Toutefois, depuis le mois d'octobre, on observe un regain du volume de vaches de réforme au Québec, avec une hausse de plus de 25 % comparativement à 2007 et 2008 pour la même période.

Nombre de vaches abattues (moyenne hebdomadaire) ¹	Janvier à novembre 2007	Janvier à novembre 2008	Janvier à novembre 2009
Québec	1513	1449	1338
Hors Québec	1317	1484	1158
Total	2831	2933	2496

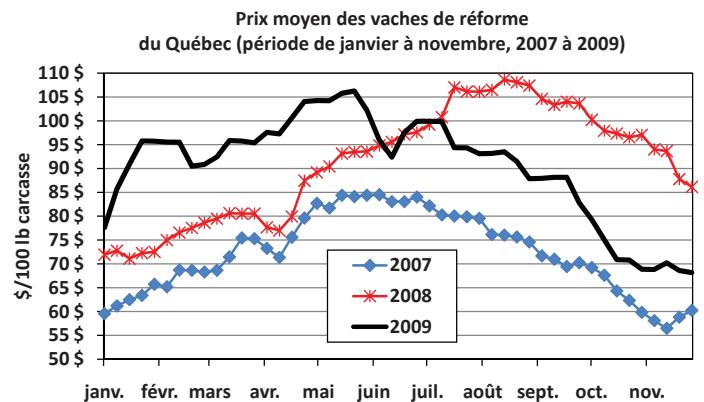
¹Ne comprend aucun veau ni bouvillon

Au cours de l'année 2009 (excluant le mois de décembre), les livraisons en direct ont représenté 22 % du volume de vaches provenant du Québec. Depuis la mise en place cet automne d'une prime supplémentaire pour les livraisons de douze vaches et plus, les livraisons en direct ont nettement augmenté et représentent maintenant le tiers du volume de vaches du Québec.

LES PRIX

Alors que le prix moyen des vaches de réforme du Québec était en hausse constante pour les cinq premiers mois de l'année 2009, le prix a diminué de 35 % depuis le mois de juin, passant de 105 \$/100 lb à un peu moins de 70 \$/100 lb. Le prix moyen pour l'ensemble de l'année 2009 (excluant décembre) est équivalent au prix observé en 2008 (environ 90 \$/100 lb)

et supérieur à 2007 (72 \$/100 lb). À cet égard, rappelons que l'ouverture de la frontière américaine aux bovins de plus de trente mois a eu lieu en novembre 2007.



LE MARCHÉ DE LA VIANDE ET DES SOUS-PRODUITS

La baisse observée pour le prix de la vache de réforme s'explique en grande partie par la baisse du prix du bœuf désossé. Ainsi, pour la période de mai à novembre, le prix du désossé maigre a diminué de 38 %, une baisse similaire à celle observée pour le prix des vaches de réforme.

La récession économique mondiale continue d'affecter le prix de certains sous-produits de la carcasse. Ainsi, le prix des peaux se situe actuellement autour de 35 \$/peau, après avoir atteint un creux cet été à moins de 20 \$/peau. En moyenne, le prix en 2009 était de 25 \$/peau. Cette fourchette de prix est largement inférieure à celle observée au cours des années précédentes, qui se situait autour de 50 \$ à 60 \$/peau. Les conditions de marché ne se sont pas réajustées pour tenir compte de cette réalité. Cela représente un manque à gagner de plus de 4 M\$ pour Levinoff-Colbex.

LES RÉSULTATS D'OPÉRATION

Après dix mois d'opérations en 2009, nous sommes en mesure d'estimer que la perte d'opérations de l'année sera de l'ordre de 7,5 M\$ pour un volume d'abattage annuel 2009 estimé à environ 133 000 têtes (moyenne de 2558 têtes/semaine). Notre seuil de rentabilité étant d'environ 3000 têtes/semaine (vaches, veaux et bouvillons), soit 156 000 têtes/année, il nous manque environ 20 000 têtes/année pour faire nos frais.

Au-delà du faible volume d'abattage, l'année 2009 a été caractérisée par une chute dramatique du prix des peaux, tel que mentionné précédemment. De plus, comme en 2008, Levinoff-Colbex a dû assumer des coûts annuels récurrents de l'ordre de plus de 4 M\$ causés par la réglementation canadienne sur l'interdiction des matières à risque spécifiées (MRS) dans l'alimentation animale. Cette réglementation, qui n'a pas son équivalent aux États-Unis, compte parmi les principaux facteurs affectant la compétitivité de Levinoff-Colbex. Les difficultés engendrées par la réglementation sur les MRS sont bien réelles. Les abattoirs Gencor en Ontario et XL Foods en Saskatchewan ont cessé leurs activités en raison des coûts importants reliés à la gestion des MRS.

À la suite de l'investissement de 30 M\$ de la part de la Fédération à la fin de l'exercice 2008, l'économie de frais d'intérêts et frais bancaires pour Levinoff-Colbex atteignait 2,4 M\$ après dix mois en 2009.

Nos pertes d'opérations ont détérioré notre fonds de roulement, ce qui a entraîné une intervention de la Fédération sous forme de cautionnement à la banque pour soutenir nos activités. La hausse substantielle des abattages depuis le mois d'octobre, où nous atteignons régulièrement un volume de plus de 3000 vaches et bouvillons/semaine, nous permet d'améliorer notre fonds de roulement, ce qui sécurise la banque pour l'instant.

Enfin, mentionnons que nous aurons à nous pencher, avec nos vérificateurs externes, sur la valeur des actifs intangibles restant au bilan. Rappelons qu'en 2008, Levinoff-Colbex a dû radier l'écart d'acquisition, réduisant d'autant son bilan.

GOUVERNANCE

Le conseil d'administration est composé de huit administrateurs dont trois administrateurs indépendants (c.-à.-d. des administrateurs qui n'ont pas de lien direct avec la Fédération des producteurs de bovins, la Fédération des producteurs de lait et l'UPA) depuis septembre 2008. À ce moment, ces trois administrateurs étaient MM. Serge Michel (président du conseil d'administration), Marcel Ostiguy et Paul Dupont. Ils avaient établi comme exigence que le refinancement de Levinoff-Colbex S.E.C. soit réglé. C'était le cas en septembre 2008 sur la foi des offres de financement acceptées.

En juillet 2009, le refus de la banque de donner suite à son crédit déjà autorisé a entraîné la démission de MM. Marcel Ostiguy et Paul Dupont. Ce dernier demeure toutefois à titre de secrétaire de l'entreprise, sans en être administrateur. Deux postes d'administrateurs restent donc à combler, et ce, par des administrateurs indépendants. Ceci ne sera possible que lorsque l'entreprise aura obtenu le financement nécessaire au soutien de son projet d'usine intégrée à Saint-Cyrille-de-Wendover, ce que nous espérons réaliser cet hiver.

LES DÉFIS ET PRIORITÉS DE L'ENTREPRISE

• Approvisionnement

Le défi le plus important de l'entreprise est d'aller chercher le maximum de vaches de réforme au Québec pour se rapprocher le plus possible de son seuil de rentabilité. Ce faisant, elle réduit sa dépendance sur les approvisionnements hors Québec à un niveau supportable.

Concrètement, cela signifie que dès 2010, il nous faut hausser notre volume local de 10 000 à 15 000 têtes par année. Il s'agit d'un élément fondamental pour assurer la pérennité de l'entreprise.

• Contrat Zensho

Depuis le mois d'octobre, Levinoff-Colbex abat et découpe à forfait 200 bouvillons par semaine (10 000 têtes/année) pour une entreprise japonaise, Zensho. Cette importante entreprise possède plus de 3000 restaurants sous différentes bannières au Japon. C'est grâce au système de traçabilité mis en place au Québec que cette entente a pu être développée. En effet, Zensho exige que les bouvillons soient nés et élevés au Québec, qu'ils aient des dates réelles et soient âgés de moins de 21 mois. Zensho a déjà manifesté l'intérêt de hausser, dans un premier temps, le volume jusqu'à 400 bouvillons par semaine.

• Programme MRS

Il faut poursuivre nos démarches pour obtenir un soutien financier du gouvernement fédéral pour tenir compte des exigences liées aux MRS. À cet égard, nos préoccupations sont partagées par les représentants de l'ensemble de l'industrie du bœuf et des producteurs laitiers du Canada. Ils ont demandé conjointement un programme de compensation financière de 31,70\$ par vache de réforme abattue. Ce programme est incontournable pour la pérennité de notre entreprise.

• Projet d'amélioration de la rentabilité de l'entreprise

L'entreprise a déposé un projet de modernisation (usine intégrée) de ses infrastructures dans le cadre du Programme d'amélioration de l'abattage mis en place par le gouvernement fédéral. La mise en œuvre de ce projet permettrait de réduire les coûts d'opération en plus de développer de nouvelles activités. Nous avons reçu une offre conditionnelle de 9,6 M\$ d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. En parallèle, nous effectuons des démarches auprès du gouvernement du Québec pour compléter le financement du projet.

• Convention collective à l'usine de Montréal

Nous négocions présentement le renouvellement de la convention collective de notre usine de découpe de Montréal échue depuis un an. Étant donné le contexte difficile et incertain dans lequel nous opérons, les discussions ne sont pas encore terminées avec nos interlocuteurs.